

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRANDANGOULEME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SEANCE DU 05 DECEMBRE 2019

Délibération
n° 2019.12.334

**Convention de
transfert de la
compétence
Transport entre la
Région Nouvelle-
Aquitaine et la
Communauté
d'agglomération de
GrandAngoulême**

LE CINQ DECEMBRE DEUX MILLE DIX NEUF à 17h00, les membres du conseil communautaire se sont réunis au siège de la communauté d'agglomération de GrandAngoulême - 25 boulevard Besson Bey à ANGOULEME suivant la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Président.

Date d'envoi de la convocation : **29 novembre 2019**

Secrétaire de séance : François ELIE

Membres présents :

Jean-François DAURE, Jean-Marie ACQUIER, Sabrina AFGOUN, Michel ANDRIEUX, Véronique ARLOT, Anne-Marie BERNAZEAU, André BONICHON, Xavier BONNEFONT, Laïd BOUAZZA, Jacky BOUCHAUD, Patrick BOURGOIN, José BOUTTEMY, Catherine BREARD, Gérard BRUNETEAU, Michel BUISSON, Gilbert CAMPO, Monique CHIRON, Jean-Marc CHOISY, Bernard CONTAMINE, Jean-Claude COURARI, Françoise COUTANT, Véronique DE MAILLARD, Catherine DEBOEVERE, Françoise DELAGE, Gérard DEZIER, Denis DOLIMONT, Denis DUROCHER, François ELIE, Annette FEUILLADE-MASSON, Jean-Jacques FOURNIE, Maud FOURRIER, Martine FRANCOIS-ROUGIER, Michel GERMANEAU, Fabienne GODICHAUD, Thierry HUREAU, André LANDREAU, Elisabeth LASBUGUES, Francis LAURENT, Michaël LAVILLE, Bertrand MAGNANON, Jean-Luc MARTIAL, Thierry MOTEAU, François NEBOUT, Dominique PEREZ, Yannick PERONNET, Marie-Hélène PIERRE, Jean-Philippe POUSSET, Bruno PROUX, Jean REVEREAULT, Mireille RIOU, Bernard RIVALLEAU, Gérard ROY, Eric SAVIN, Zahra SEMANE, Alain THOMAS, Jean-Luc VALANTIN, Roland VEAUX, Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, Vincent YOU, Sylvie CARRERA

Ont donné pouvoir :

Anne-Sophie BIDOIRE à Véronique ARLOT, Bernard DEVAUTOUR à Marie-Hélène PIERRE, Joël GUITTON à Vincent YOU, Isabelle LAGRANGE à Laïd BOUAZZA, Philippe LAVAUD à Fabienne GODICHAUD, Annie MARAIS à André LANDREAU, Annie MARC à Jean-Luc VALANTIN, Pascal MONIER à Véronique DE MAILLARD, Catherine PEREZ à Jacky BOUCHAUD, Philippe VERGNAUD à José BOUTTEMY

Suppléant(s) :

Guy ETIENNE par Sylvie CARRERA

Excusé(s) :

Anne-Sophie BIDOIRE, Danielle CHAUVET, Bernard DEVAUTOUR, Jacques DUBREUIL, Georges DUMET, Jeanne FILLOUX, Joël GUITTON, Isabelle LAGRANGE, Philippe LAVAUD, Annie MARAIS, Annie MARC, Pascal MONIER, Catherine PEREZ, Christophe RAMBLIERE, Philippe VERGNAUD

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 5 DECEMBRE 2019

**DELIBERATION
N° 2019.12.334**

MOBILITES

Rapporteur : **Madame DE MAILLARD**

CONVENTION DE TRANSFERT DE LA COMPETENCE TRANSPORT ENTRE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE GRANDANGOULEME

En application de la loi n°2015-991 dite loi NOTRe, une nouvelle communauté d'agglomération, dénommée « GrandAngoulême », résultant de la fusion de quatre communautés, a été créée au 1^{er} janvier 2017 par arrêté préfectoral du 16 décembre 2016.

Par conséquent, à compter de cette date, le périmètre de la nouvelle autorité organisatrice de la mobilité s'étend non plus sur 16 communes mais sur 38.

Conformément à l'article L 3111-5 du code des transports, **pour les transports désormais intégralement situés à l'intérieur du ressort territorial suite à cette extension de périmètre**, GrandAngoulême disposait d'un délai d'un an pour se substituer à l'autorité organisatrice de transport antérieurement compétente, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2018.

Par ailleurs, la loi NOTRe, en son article 15, a également opéré le transfert aux Régions des compétences du Département en matière d'organisation des services de transport routier non urbains (transfert au 1^{er} janvier 2017) et des services de transport scolaire (transfert au 1^{er} septembre 2017).

Aussi, suite à l'extension du périmètre de la communauté d'agglomération, GrandAngoulême est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 pour les transports internes à son périmètre qui sont **exclusivement des transports scolaires** et qui étaient jusqu'alors de la compétence régionale.

A cet effet, la région Nouvelle-Aquitaine et la communauté d'agglomération se sont rapprochées pour fixer les modalités du transfert de ces transports qui relèvent de la compétence de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

1. Périmètre du transfert

1.1 Transports scolaires d'élèves relevant de GrandAngoulême sur des services intégralement réalisés au sein du ressort territorial.

Il s'agit de 22 lignes de transports scolaires réalisées en autocar à destination des collèges de Soyaux, de Gond-Pontouvre, de La Couronne, de Saint-Michel, des établissements d'Angoulême situés à Ma Campagne et à proximité de la Cathédrale et des établissements de Ruelle. Au 1^{er} janvier 2018, il a été recensé 850 élèves sur ces services. Ces services sont opérés via 7 marchés.

1.2 Transports scolaires d'élèves relevant de GrandAngoulême sur des services délégués à des Autorités Organisatrices de Second Rang (AO2).

Il s'agit de services créés pour assurer le transport d'élèves vers des écoles communales sur des communes nouvellement incluses dans la communauté d'agglomération. Au 1^{er} janvier 2018, 13 communes sont concernées : Asnières sur Nouère, Champniers, Garat, Roulet-Saint-Estèphe, Sireuil, Sers (RPI et commune), Vindelle (RPI), Brie, Dirac, Marsac, Mouthiers-sur-Boëme, Torsac et Voulgezac (RPI). Ces services sont organisés par les communes (en régie ou par marché) par convention avec l'Autorité Organisatrice de Mobilité : la Région jusqu'au 31/12/2017, GrandAngoulême depuis le 01/01/2018.

1.3 Transports scolaires d'élèves relevant de GrandAngoulême sur des services non transférés (principe de mutualisation des services)

Il s'agit du transport d'élèves domiciliés sur le territoire de GrandAngoulême qui utilisent un service régional pour rejoindre ou repartir d'un établissement scolaire situé au sein du territoire de la communauté d'agglomération. Au 1^{er} janvier 2018, il a été recensé 497 élèves dans ce cas.

A cette date, le transport scolaire de ces élèves relève de la compétence de GrandAngoulême puisqu'ils effectuent un déplacement interne au ressort territorial entre leur domicile et leur établissement scolaire de rattachement au sein du territoire de l'agglomération.

2. Date effective du transfert

Concernant les transports scolaires délégués à des autorités de second rang mentionnés au 1.2, la date effective du transfert à GrandAngoulême est fixée au 1^{er} janvier 2018. Par délibération n°659 du 14 décembre 2017, GrandAngoulême a délégué l'organisation de ces transports aux communes concernées et leur verse dans ce cadre une participation financière.

Concernant les transports scolaires mentionnés au 1.1 et 1.3, considérant que GrandAngoulême n'était pas en mesure d'assurer de manière effective sa compétence pour ces transports, la communauté d'agglomération a confié l'organisation de ces derniers à la Région par convention de délégation provisoire de compétence sur la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2019.

En conséquence, la date effective du transfert de ces services à GrandAngoulême est fixée au 1^{er} janvier 2020. A cette date, les marchés mentionnés au 1.1 sont transférés à l'EPCI et le transport des élèves relevant de GrandAngoulême sur les services régionaux mentionnés au 1.3 sont assurés au travers d'une convention d'affrètement.

3. Dotation annuelle de transfert

Le montant de la dotation annuelle de transfert s'élève à 1 324 477 €. Ce montant est ferme et non actualisable. Cette dotation comprend :

- Les charges relatives aux services transférés pour : 805 249 € pour les 7 marchés identifiés au 1.1 ainsi que 110 778 € pour les services délégués aux Autorités Organisatrices de Second Rang ;
- Les charges relatives au transport des élèves qui relèvent désormais de la compétence de GrandAngoulême et qui utilisent le réseau régional pour 450 282 € ;
- Les charges relatives aux moyens mis en œuvre pour la gestion des services transférés pour 52 284 € ;
- Les charges relatives à la reprise de contrats précédents relatifs à des extensions antérieures de périmètre pour 50 129 € ;
- Les recettes, en déduction puisqu'elles seront perçues à compter du 1^{er} janvier 2020 par GrandAngoulême, pour 144 245,8 €.

A compter du 1^{er} janvier 2020, la dotation annuelle de transfert de l'année N est versée avant la fin de l'année civile N.

Pour la période transitoire du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2019, et conformément aux dispositions de la convention de délégation du 2 février 2018, il a été convenu entre la Région et GrandAngoulême qu'une dotation partielle de 521 134 € serait reversée à GrandAngoulême pour les charges assumées par l'EPCI sur cette période dans l'attente de la convention définitive de transfert.

4. Convention de transfert

Les modalités du transfert des transports qui relèvent de la compétence de l'EPCI depuis le 1^{er} janvier 2018 et qui étaient de la compétence régionale jusqu'à cette date sont fixées dans une convention de transfert dont le projet figure en annexe de la présente délibération.

Cette convention prend effet au 1er janvier 2020 et elle est conclue sans limitation de durée conformément aux dispositions législatives concernant les transferts de compétence.

Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI) modifiée, aujourd'hui codifiée au sein du Code des Transports, et notamment les articles L. 1231-1 et suivants et L. 3111-1 et suivants de ce code,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complémentaire à la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu la loi n°2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports,

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L 213-11 et suivants,

Vu le code des transports, notamment son article L. 3111-8,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5216-5,

Vu le décret n° 85-891 du 16 août 1985,

Vu le décret n° 84-323 du 3 mai 1984,

Vu la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 décembre 2016 portant création d'une communauté d'agglomération résultant de la fusion des communautés de communes de Braconnie Charente, Charente Boême Charraud et Vallée de l'Echelle et de la communauté d'agglomération de Grand Angoulême,

Vu la convention entre le département de la Charente et la communauté d'Agglomération du Grand Angoulême en date du 2 décembre 2013 pour l'organisation des transports sur le territoire de la commune de Mornac à l'intérieur du Périmètre des Transports Urbains (PTU) du GrandAngoulême

Vu l'avis favorable de la commission finances et responsabilités sociétales du 28 novembre 2019,

Je vous propose :

D'APPROUVER la convention de transfert de compétence Transport entre la Région Nouvelle-Aquitaine et la Communauté d'agglomération de GrandAngoulême.

D'AUTORISER Monsieur le Président ou toute personne dûment habilitée à finaliser et à signer la convention en annexe, ainsi que les actes afférents.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES,
ADOpte LA DELIBERATION PROPOSEE.**

Certifié exécutoire :	
<u>Reçu à la Préfecture de la Charente le :</u> 12 décembre 2019	<u>Affiché le :</u> 12 décembre 2019



Convention de Transfert de la Compétence Transport

entre

la Région Nouvelle-Aquitaine

et

la Communauté d'Agglomération de Grand Angoulême

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Région Nouvelle-Aquitaine, dont le siège est à l'Hôtel de Région 14 rue François de Sourdis – 33077 Bordeaux cedex, représenté par Monsieur Alain ROUSSET, son Président , agissant en vertu de la délibération n° ____ de la Commission permanente du _____,

Ci-après dénommé « La Région »,

ET

La Communauté d'Agglomération de Grand Angoulême, dont le siège est 25 boulevard Besson Bey 16 023 Angoulême cedex, représentée par Monsieur Jean-François DAURE, son Président, agissant en vertu de la délibération n° ____ du Conseil communautaire du 5 décembre 2019,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération ou Grand Angoulême»,

Vu la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI) modifiée, aujourd'hui codifiée au sein du Code des Transports, et notamment les articles L. 1231-1 et suivants et L. 3111-1 et suivants de ce code,

La loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complémentaire à la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

La loi n° 2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports,

La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L 213-11 et suivants,

Vu le code des transports, notamment son article L. 3111-8,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5216-5,

Vu le décret n° 85-891 du 16 août 1985,

Vu le décret n° 84-323 du 3 mai 1984,

Vu la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 décembre 2016 portant création d'une communauté d'agglomération résultant de la fusion des communautés de commune de Braconne Charente, Charente Boême Charraud et Vallée de l'Echelle et de la communauté d'agglomération de Grand Angoulême

Vu la convention entre le Département de la Charente et la Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême en date du 2 décembre 2013 pour l'organisation des transports sur le territoire de la commune de Mornac à l'intérieur du Périmètre des Transports Urbains (PTU) du GrandAngoulême

Vu la délibération de la Région Nouvelle Aquitaine (et de sa commission permanente du), approuvant la présente convention et autorisant le président à signer,

Vu la délibération du conseil communautaire du 5 décembre 2019 approuvant la présente convention et autorisant le Président de la Communauté d'agglomération de Grand Angoulême ou son représentant à signer la présente convention ainsi que tous actes afférents.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Préambule

La Loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) modifiée, et notamment ses articles 27 et 29, aujourd'hui codifiée dans le code des Transports, et la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, codifiée dans le code de l'Education dont les articles L. 213-11 et suivants, prévoient que :

- Les transports scolaires sont des services publics réguliers
- Le département, la Région à compter du 1^{er} septembre 2017, a la responsabilité d'organiser ces transports sur son territoire en dehors des Périmètres de Transport Urbain
- A l'intérieur des périmètres de transports urbains existants au 1^{er} septembre 1984, cette responsabilité est exercée par l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains, devenue autorité organisatrice de la Mobilité (AOM).

Le périmètre des transports urbains de l'agglomération a été créé par arrêté préfectoral en date du 21 juin 1978. GrandAngoulême est donc compétent en matière de transport urbain depuis cette date et exerce à ce titre la responsabilité des transports scolaires sur son périmètre.

En application de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe, par arrêté préfectoral du 16 décembre 2016, une nouvelle Communauté d'Agglomération, encore dénommée « Grand Angoulême », résultant de la fusion de quatre communautés a été créée au 1^{er} janvier 2017. Par conséquent, à compter de cette date, le périmètre de la nouvelle autorité organisatrice de la mobilité s'étend non plus sur 16 communes mais sur 38 communes

Conformément à l'article L 3111-5 du code des transports, Grand Angoulême disposait d'un délai d'un an pour se substituer à l'autorité organisatrice de transport antérieurement compétente.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, en son article 15, opère également le transfert aux régions les compétences départementales en matière d'organisation des services de transport routier non urbains (réguliers ou à la demande) et des services de transport scolaire. Ces transferts se sont opérés à compter du 1^{er} janvier 2017 pour les services réguliers non urbains et du 1^{er} septembre 2017 pour les services scolaires non urbains. Les départements conservent la compétence d'organiser les transports des enfants et étudiants en situation de handicap vers les établissements scolaires et universitaires. Dans ce cadre, le Département a compensé de manière intégrale la charge financière de ce transfert de compétence à la Région.

Par conséquent, suite à l'extension du périmètre de GrandAngoulême, l'agglomération est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 pour des transports internes à son périmètre qui étaient jusqu'alors de la compétence régionale. Aussi, convient-il de préciser les modalités de ce transfert et ses conditions financières. A cet effet, la Région Nouvelle-Aquitaine et la Communauté d'Agglomération de GrandAngoulême se sont rapprochés pour fixer dans la présente convention les modalités de ce transfert.

Article 1 - Objet

En application des articles L 3111-5 et L. 3111-8 du code des Transports, la présente convention a pour objet de fixer entre les parties les modalités du transfert de responsabilité et les conditions de financement des transports qui relèvent de la compétence de la communauté d'Agglomération de GrandAngoulême depuis le 1^{er} janvier 2018 et qui étaient de compétence Régionale jusqu'à cette date. Il s'agit uniquement de transports scolaires.

Par ailleurs, la présente convention prend en compte les éléments financiers des précédents transferts réalisés entre le Département de la Charente et GrandAngoulême, au titre des extensions de périmètre passées. Ainsi, la convention conclue le 2 décembre 2013 relative à la Commune de Mornac est résiliée à compter de l'entrée en vigueur des présentes.

Article 2 – Durée

La présente convention prend effet le 1^{er} janvier 2020.

Elle est conclue sans limitation de durée conformément aux dispositions législatives concernant les transferts de compétence.

Article 3 – Périmètre du transfert

A compter du 1^{er} janvier 2018, la Communauté d'agglomération de GrandAngoulême est compétente en matière d'organisation et de financement des transports scolaires organisés sur son ressort territorial tels que précisés ci-après :

3.1 – Transports scolaires d'élèves relevant de GrandAngoulême sur des services intégralement réalisés au sein du ressort territorial

Au 01/01/2018, ces services sont les suivants :

- lignes S151-C1, S151-C2, S152-C3 vers le collège de Soyaux, réalisé par le biais d'un marché 2018E0013803056 dévolu à CITRAM;
- lignes S129-C1, S129-C2, S129-C3, S129-C4, vers le collège de Gond Pontouvre, marché 2018E000803056 dévolu à CITRAM;
- ligne S102-C1 vers les lycées de Ma Campagne à Angoulême, réalisé par le biais d'un marché 17-263 dévolu à CITRAM ;
- ligne S103-C1 vers les lycées situées à proximité de Cathédrale à Angoulême, réalisé par le biais d'un marché 13-262 dévolu à De MAILLARD;
- lignes S132-C1, S132-C2, S132-C3, S132-C4, S132-C5, S132-C6 vers le collège de La Couronne, réalisé par le biais d'un marché 17-267 dévolu à CITRAM;
- lignes S141-C1, S141-C2, S141-C3, S141-C4, S141-C5, S141-C6 vers les établissements de Ruelle, réalisé par le biais d'un marché 13-327 dévolu à De MAILLARD
- lignes S167-C2 vers le collège de Saint Michel, réalisé par le biais d'un marché 2019E000S01493 dévolu à De MAILLARD.

Pour ces transports scolaires, considérant que GrandAngoulême n'était pas en mesure d'assurer de manière effective sa compétence au 01/01/2018, la communauté d'agglomération a confié l'organisation de ces derniers à la Région par convention de délégation provisoire de compétence sur la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019. En conséquence, la date effective du transfert de ces services à GrandAngoulême est fixée au 1er janvier 2020 et ces services sont donc transférés à la communauté d'agglomération au 01/01/2020.

Les modalités financière et contractuelles du transfert de ces transports sont définies aux articles 4, 5 et 6 de la présente convention.

3.2 Transports scolaire d'élèves relevant de GrandAngoulême sur de services délégués à des Autorités Organisatrices de Second Rang (AO2)

Il s'agit de services suivants, créés pour assurer le transport d'élèves vers des écoles communales sur des communes nouvellement incluses dans la communauté d'agglomération.

Au 1er janvier 2018, 13 communes sont concernées : Asnières sur Nouère, Champniers, Garat, Rouillet-Saint-Estèphe, Sireuil, Sers (RPI et commune), Vindelle (RPI), Brie, Dirac, Marsac, Mouthiers-sur-Boème, Torsac et Voulgezac (RPI).

Ces services sont organisées par les communes (en régie ou par marché) par convention avec l'Autorité Organisatrice de Mobilité : la Région jusqu'au 31/12/2017, GrandAngoulême depuis le 01/01/2018.

Au 01/01/2018, l'organisation de ces services est assurée de la manière suivante :

- Par marché conclu directement par l'AO2 pour Asnières sur Nouère, Champniers, Garat, Rouillet-Saint-Estèphe, Sireuil ; Sers (RPI) et Vindelle (RPI)
- en régie pour Brie, Champniers, Dirac, Marsac, Mouthiers sur Boème, Sers, Torsac et Voulgezac (RPI)

Pour ces transports scolaires, la date effective du transfert à la communauté d'agglomération est fixée au 1er janvier 2018. A cette date, ces services sont transférés à la communauté d'agglomération. Par délibération 2017.12.659, GrandAngoulême a délégué à compter du 01/01/2018, l'organisation de ces transports aux communes concernées et leur verse dans ce cadre une participation financière.

Les modalités financière et contractuelles du transfert de ces transports sont définies aux articles 4, 5 et 6 de la présente convention.

3.3 Transports scolaires d'élèves relevant de GrandAngoulême sur des services non transférés (principe de mutualisation des services)

Certains élèves domiciliés sur le territoire de Grand Angoulême utilisent un service régional pour rejoindre ou repartir d'un établissement scolaire situé au sein du territoire de la Communauté d'Agglomération.

Au 01/01/2018, on dénombre 497 élèves du ressort de GrandAngoulême dans ce cas.

Le transport scolaire de ces élèves relève de la compétence de GrandAngoulême puisqu'ils effectuent un déplacement interne au ressort territorial entre leur domicile et leur établissement scolaire de rattachement au sein du territoire de l'agglomération.

Pour ces transports scolaires, considérant que GrandAngoulême n'était pas en mesure d'assurer de manière effective sa compétence au 01/01/2018, la communauté d'agglomération a confié l'organisation de ces derniers à la Région par convention de délégation provisoire de compétence sur la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019. En conséquence, la date effective du transfert de ces élèves à GrandAngoulême est fixée au 1er janvier 2020.

Les services de transport ne sont pas transférés à la communauté d'agglomération. Le transport des élèves relevant de GrandAngoulême sur les services régionaux sont assurés au travers d'une convention d'affrètement qui prend effet au 01/01/2020.

Les modalités financière et contractuelles du transfert de ces transports sont définies aux articles 4, 5 et 6 de la présente convention.

Article 4 – Les conditions financières du transfert

Au 01/01/2020, la Région est déchargée de toute obligation à l'exception du versement de transfert financier prévu ci-après.

En application du premier alinéa de l'article L. 3111-9 du code des transports, la Communauté d'Agglomération pourra ultérieurement décider de confier tout ou partie de l'organisation des transports scolaires relevant de son ressort territorial aux personnes morales énumérées par cet article.

L'évaluation des conditions financières du transfert s'effectue sur la base des recettes et des dépenses établies au titre de l'année scolaire 2018/2019.

Article 4.1- Evaluation des charges du transfert :

Le coût financier des services transférés est estimé à 1 416 438€ et se décompose de la manière suivante :

4.1.1 - Au titre des services transférés

- Services transférés définis à l'article 3.1:

- Lot du GOND-PONTOUVRE lignes S129-C1, S129-C2, S129-C3, S129-C4, vers le collège de Gond Pontouvre,
Le montant du marché est de 158 149.29 € HT
- Lot de SOYAUX (CITRAM) lignes S151-C1, S151-C2, S152-C3 vers le collège de Soyaux
Le montant des bons de commande est de 140 216.68 € HT
- Lot de SAINT-MICHEL (De MAILLARD) ligne S167-C2 vers le collège de Saint Michel
Le montant du marché est de 33 061.74 € HT
- Lot d'ANGOULEME (De MAILLARD) ligne S103-C1 vers les lycées situés à proximité de Cathédrale à Angoulême
Le montant du marché est de 38 686.14 € HT
- Lot d'ANGOULEME (CITRAM) lignes S102-C1 vers les lycées de Ma Campagne
Le montant du marché est de 31 124.55 € HT
- Lot de LA COURONNE (CITRAM) lignes S132-C1, S132-C2, S132-C3, S132-C4, S132-C5, S132-C6 vers le collège de La Couronne
Le montant du marché est de 162 828.87 € HT
- Lot de RUELLE (De MAILLARD) lignes S141-C1, S141-C2, S141-C3, S141-C4, S141-C5, S141-C6 vers les établissements de Ruelle
Le montant du marché est de 241 181.91 € HT

La charge financière de ces services est de 805 249 €

- **services transférés délégués à des Autorités Organisatrices de Second Rang (AO2) définis à l'article 3.2**

La charge financière des services organisés par les AO2 est de 110 778 € conformément aux modalités de financement de la Région (détail listé en annexe).

4.1.2 - Au titre du Transport scolaire d'élèves relevant de GrandAngoulême sur des services non transférés

Le coût du transport des 497 élèves qui relèvent de la compétence de la Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême, qui utilisent le réseau régional n'a pas été compensé dans le cadre des services transférés tel que défini à l'article 4.1.1. Pour solder leur transfert, la Région Nouvelle Aquitaine s'engage à verser un montant annuel ferme de 450 282€, établi par parallélisme des formes, sur un coût élève de 906 €. En conséquence, la compensation sera majorée d'autant annuellement.

4.1.3 - Au titre des contrats précédents :

Conformément à la réglementation en vigueur, il convient de reprendre dans les présentes, les conséquences financières de la convention et des avenants signés entre le Département de la Charente et le Grand Angoulême pour le transfert réalisé en 2013 d'un montant de 50 129 €.

4.1.4 - Au titre des moyens mis en œuvre pour la gestion de ces services :

Les frais Ressources Humaines et de charges indirectes sont évalués à 52 284 €

Article 4.2 – Evaluation des Recettes à déduire :

Par ailleurs, il convient de déduire des montants à transférer, les recettes provenant de l'exercice de cette compétence :

- La part familiale des élèves du secondaire d'un montant de 143 465,8 €.
- La recette des usagers commerciaux utilisant les services scolaires d'un montant 780€.

4.3 Dotation annuelle de transfert :

Les parties conviennent que le montant de la dotation annuelle de transfert est arrondi et s'élève à 1 324 477 €.

Ce montant est ferme et non actualisable

Article 5 – Les modalités contractuelles du transfert

5.1 Les contrats transférés

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code général des collectivités territoriales (CGCT), du code des Transports et du code de l'Éducation, le transfert de la compétence de la Région Nouvelle-Aquitaine à Grand Angoulême entraîne le transfert pur et simple des contrats pour les 7 lots concernés à partir du 1^{er} janvier 2020, date effective du transfert, et la reprise par Grand Angoulême de l'ensemble des droits et obligations résultants de ces contrats.

Les prestataires seront informés de ce transfert et de la substitution de la Région Nouvelle-Aquitaine par Grand Angoulême par le biais d'une lettre recommandée adressée par la Région à chaque prestataire concerné.

GrandAngoulême informera, par tout moyen, les usagers de la prise en charge des services transférés.

5.2 Autres dispositions contractuelles

Principe de l'affrètement : dans le but de mutualiser les services, certains élèves du ressort de l'Agglomération (élèves domiciliés sur l'agglomération et dont l'établissement scolaire de rattachement est situé sur le ressort territorial de GrandAngoulême) sont transportés sur des services de la Région, moyennant une compensation. Il en sera de même pour les élèves de compétence de la Région entièrement transportés sur les lignes du réseau de l'agglomération.

Les parties conviennent d'un coût fixe forfaitaire à hauteur de 906 € par élève ayant droit et par année scolaire (1 AR par jour).

Les modalités juridiques, techniques et financière relative à l'affrètement sont définies dans une convention d'affrètement entre la Région Nouvelle Aquitaine et la communauté d'Agglomération de GrandAngoulême.

Article 6 – Les modalités de versement de la dotation financière de transfert

6-1 La période transitoire

Pour la période transitoire du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019, et conformément aux dispositions de la convention de délégation du 2 février 2018, il a été convenu entre la Région et GrandAngoulême qu'une dotation partielle de 521 134 € serait reversée à GrandAngoulême pour les charges assumées par l'EPCI sur cette période dans l'attente de la convention définitive de transfert. Cette somme sera modulée des éventuelles régularisations liées au décompte intermédiaire de décembre des marchés objet du transfert et qui interviendront au 1er semestre 2020.

Les parties conviennent que la régularisation interviendra avant le 30 juin 2020. A cette fin, l'agglomération émettra le titre de recette avant le 31 mai 2020.

Les paiements se font sur le compte ouvert au nom de GrandAngoulême, auprès du comptable assignataire des paiements et recouvrements.

6-2 - A compter de 2020

A compter du 1^{er} janvier 2020, la dotation annuelle de transfert de l'année N est versée avant la fin de l'année civile N.

A compter du 1^{er} janvier 2020, la Région est déchargée de toute obligation à l'exception du versement de cette dotation annuelle.

Le versement de la dotation annuelle de l'année n fait l'objet d'un versement au mois de juin.

L'agglomération émet les titres de recettes avant le 1^{er} du mois pour cet appel de fonds.

Les paiements se font sur le compte ouvert au nom de la Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême, auprès du comptable assignataire des paiements et recouvrements.

Article 7 – L'exécution des contrats en cours

Les factures issues d'engagements pris par la Région et se rapportant à des prestations effectuées après la date du transfert effectif seront honorées :

- Par la Région si le service fait est antérieur à la date du transfert effectif ;
- Par Grand Angoulême si le service fait est postérieur à la date du transfert effectif.

A cet effet, la Région transmettra à GrandAngoulême au plus tard à la date de signature des présentes :

- La liste des engagements non mandatés à la date du transfert comportant montant restant à réaliser et le détail des factures acquittées ;
- L'ensemble des engagements juridiques correspondants.

Article 8 – Transfert des données et bases

La redistribution des données personnelles entre les différentes collectivités impactées par les transferts de compétence doit se faire dans le respect des obligations prévues par la loi « Informatique et Libertés ». Il appartient à chaque partie, pour ce qui la concerne, de garantir la sécurité des données personnelles traitées, informer les personnes concernées ou encore réaliser les formalités préalables adéquates auprès de la CNIL.

Les transferts des fichiers seront réalisés, en concertation avec l'appui des services informatiques de chaque collectivité.

La liste de données à transférer à GrandAngoulême figure en annexe à la présente convention, laquelle en fait partie intégrante.

Article 9 - Modification de la convention et résiliation

Toute modification de la présente convention et/ou de ses annexes qui font partie intégrante des présentes devra faire l'objet d'un avenant entre les parties.

En cas d'extension future du ressort territorial de Grand Angoulême et conformément aux dispositions législatives et réglementaires alors en vigueur, un avenant à la convention sera conclu entre les parties pour prendre les conséquences, notamment de l'extension de territoire. Les modalités, notamment financières, seront déterminées à ce moment.

Article 10 - Litiges

Afin de régler tout litige résultant de l'exécution ou de l'inexécution de la présente convention et après épuisement des voies internes de conciliation, les parties s'engagent à recourir à la procédure de médiation prévue par l'article L. 213-1 et suivants du Code de justice administrative.

En cas d'échec de la procédure de médiation, le litige sera soumis au tribunal administratif de Poitiers

Fait en deux exemplaires,

A Angoulême, le

Pour la Région Nouvelle Aquitaine

Le président de la Région

M. ROUSSET

Pour la Communauté d'Agglomération de
Grand Angoulême

Le président de la Communauté
d'Agglomération de GrandAngoulême

M. DAURE

Liste des annexes

- Services de transport transférés
 - circuits format SIG,
 - points d'arrêts avec adresse et fiches sécurité par arrêt,
 - marchés avec l'ensemble des pièces contractuelles
 - cout des services
- base de données élèves sur les services transférés et non transférés : fichier des élèves avec noms, adresses, établissements scolaires, niveau scolaire, tarification, circuit d'affectation, dérogations, éléments comptables et de facturation...
- base établissements.